

Appel à manifestation d'intérêt

Sélection de 20 jeunes défenseur-es des droits humains pour participer à RightsLab Maroc 2026

Intitulé du projet : Renforcer l'Etat de droit et le respect des droits humains au Maroc, en garantissant l'accès à la justice et aux droits économiques et sociaux pour toutes et tous ainsi que la protection de l'espace civique

Date de lancement : 09 septembre 2026

Clôture des candidatures : 10 octobre 2026

Introduction :

Avocats Sans Frontières (ASF) est une Organisation Non Gouvernementale Internationale œuvrant dans le domaine de la justice et dont l'objectif principal est de contribuer à la réalisation d'une société juste et équitable, dans laquelle le droit est au service des groupes les plus vulnérables.

Au Maroc, ASF vise à promouvoir l'accès à la justice et à garantir la protection des droits humains, notamment des personnes en situation de vulnérabilité. Plus précisément, ASF cherche à renforcer le pouvoir d'agir des justiciables en développant des services d'aide légale accessibles et adaptés, à renforcer les capacités des acteurs et actrices de l'aide légale et à contribuer à l'amélioration de l'environnement juridique et institutionnel conformément aux standards nationaux et internationaux en matière de droits humains.

Dans le cadre du projet **“Renforcer l'Etat de droit et le respect des droits humains au Maroc, en garantissant l'accès à la justice et aux droits économiques et sociaux pour toutes et tous ainsi que la protection de l'espace civique”**, mis en œuvre avec l'appui de la Direction générale de la Coopération en développement belge, **ASF souhaite sélectionner 20 jeunes défenseur-es des droits humains pour participer à la première édition de RightsLab Maroc.**

1. Contexte de l'appel à manifestation d'intérêt :

Les défenseur-es des droits humains jouent un rôle essentiel dans la protection des libertés, l'accès à la justice, la lutte contre les discriminations et la transformation des politiques et pratiques qui affectent les droits fondamentaux. Leur engagement prend des formes multiples : accompagnement juridique, documentation des violations, mobilisation communautaire, plaidoyer, communication, recherche, action médiatique ou artistique. Cette diversité constitue une richesse, mais elle reste souvent cloisonnée, limitant les opportunités de dialogue et de collaboration entre acteurs et actrices issus de différents territoires et disciplines.

Dans un contexte marqué par des évolutions politiques, sociales et institutionnelles rapides, la défense des droits humains exige aujourd'hui des compétences transversales : analyser un environnement institutionnel, comprendre les rapports de pouvoir, documenter des

situations, construire une stratégie, mobiliser le droit, développer un plaidoyer, communiquer auprès de différents publics, travailler en coalition et adapter ses modes d'action. Ces compétences ne sont que rarement acquises dans un seul parcours professionnel ou militant, ce qui rend indispensable la création d'espaces de rencontre et de transmission.

RightsLab Maroc repose sur une conviction forte : la capacité d'action des défenseur·es se renforce autant par l'acquisition de nouveaux outils que par la confrontation des expériences et la rencontre avec d'autres pratiques. Ainsi, un·e avocat·e peut apporter une lecture du contentieux et des institutions à un·e activiste communautaire ; un·e journaliste peut aider un collectif à mieux penser son récit public ; une militante féministe peut partager une expérience de mobilisation avec un acteur travaillant sur les questions environnementales. Ces croisements sont au cœur de la démarche.

RightsLab Maroc n'est donc pas une formation académique supplémentaire, mais un espace vivant où les participant·es sont invité·es à contribuer activement : partager leurs pratiques, leurs réussites et leurs difficultés, confronter leurs stratégies et mettre en commun leurs savoirs. L'ambition est de renforcer une nouvelle génération de défenseur·es des droits humains au Maroc, capable de consolider ses pratiques, d'élargir ses alliances et de développer des actions plus stratégiques et solidaires.

Objectif général : Contribuer au renforcement d'une nouvelle génération de défenseur·es des droits humains au Maroc en leur offrant un espace de formation, de partage d'expériences et de mise en réseau.

Objectif spécifiques :

- Renforcer les compétences pratiques des participant·es.
- Développer leur capacité d'analyse des environnements politiques, juridiques et sociaux.
- Élaborer des stratégies adaptées aux problématiques rencontrées.
- Favoriser l'utilisation complémentaire du droit, du plaidoyer, de la mobilisation et de la communication.
- Encourager le décroisement entre thématiques, professions et territoires.
- Faciliter l'émergence de nouvelles collaborations et solidarités.

2. Public cible :

Les profils recherchés incluent :

- Juristes et avocat·es
- Militant·es associatifs
- Journalistes et chercheur·euses
- Activistes et organisateur·rices communautaires
- Professionnel·les de la communication
- Personnes mobilisant la culture et la création comme outils de sensibilisation

Une attention particulière sera accordée à :

- La diversité territoriale (participation de différentes régions du Maroc)
- Les initiatives locales et collectifs moins institutionnalisés
- La motivation et la capacité à contribuer aux échanges

3. Format de la rencontre

Durée : 3 à 4 jours

Période : octobre - novembre 2026

Lieu : à déterminer (format résidentiel privilégié)

Langues de travail : arabe, darija et français

4. Modalités de candidature

- Les personnes souhaitant participer à RightsLab Maroc 2026 sont invitées à compléter le **formulaire de candidature** en ligne disponible au lien suivant : <https://forms.gle/NwXBEMgDbPvWgjLGA>
- Le formulaire permettra notamment aux candidat·es de présenter brièvement leur parcours et leur engagement en faveur des droits humains, leur motivation à participer à RightsLab ainsi qu'une situation, une difficulté ou un défi concret rencontré dans leur pratique et qu'ils ou elles souhaiteraient éventuellement approfondir au cours de la rencontre.
- Les candidat·es devront également joindre au formulaire un CV de maximum deux pages.
- Les candidatures doivent être soumises via le formulaire **avant le 10 octobre 2026 à minuit**.

5. Critères de sélection

- Réalité et pertinence de l'engagement dans la défense des droits humains ;
- Motivation et disponibilité pour participer à l'ensemble du programme ;
- Capacité à contribuer aux échanges collectifs ;
- Complémentarité du profil avec ceux des autres participant·es.